

## Etat d'avancement du Projet – 30 Juin 2008

Entités des NU chargées de mise en œuvre : <i>PNUD &amp; BINUB-SSR-SA</i>		Domaine Prioritaire : Réforme du secteur de la sécurité	
Ministère de tutelle : Ministère de la Sécurité publique			
<b>Titre du Projet</b> PBF/BDI/B-1	<b>Titre du projet : Lancement des activités de désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères</b>		
<b>Couverture géographique</b>	Tout le pays		
<b>Budget approuvé</b>	500,000 USD		
<b>Date d'approbation/NY</b>	17/04/07		
<b>Date de démarrage</b>	01/07/2007	<b>Date prévue pour la clôture du projet</b>	01/12/2008
<b>Retard éventuel (mois)</b>	5 mois	<b>Commentaires</b>	La période, tout comme la précédente, est caractérisée par un contexte institutionnel et sécuritaire imprévisible. La CTDC étant en cours de restructuration les activités liées aux résultats 2, 3 et 4 ne sont que très partiellement mis en œuvre. Cependant on peut espérer une amélioration de ce contexte suite à la réforme bientôt effective de la CTDC et à la reprise des négociations directes entre le dernier groupe rebelle en activité et le gouvernement. Il est à noter qu'à la suite de différentes prises de contact avec des détenteurs d'armes, majoritairement ex-combattants, on peut être relativement optimiste sur les résultats d'un projet de désarmement civil dans la mesure où celui-ci s'appuierait sur des mécanismes de compensation directe des remetteurs d'armes. Il reste néanmoins à en finaliser le mode opératoire détaillé et à assigner les rôles et responsabilités dans la mise en œuvre.

### Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
<b>Résultat 1</b> : Une meilleure compréhension des enjeux de la prolifération des armes légères et leur impact sur la paix	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séminaires de sensibilisation (journalistes, OSC, organisations féminines...) et de mise en place d'un réseau des journalistes sur les ALPC</li> <li>Réalisation des supports de sensibilisation (Affiches, film documentaire, bandes dessinées, supports individuels, supports radios &amp; TV) &amp; diffusion</li> <li>Campagne spéciale d'affichage sur le danger des grenades et les objets non explosés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration d'une stratégie de communication</li> <li>Appel à proposition auprès des ONG locales</li> <li>Constitution d'un Comité Consultatif Communication</li> <li>Recrutement agence de communication</li> <li>Contractualisation société d'affichage</li> <li>Recrutement graphiste</li> <li>Elaboration et diffusion de rapports périodiques sur la violence.</li> <li>Poursuite de l'enquête de victimisation (Small Arms Survey / ITEKA/PNUD)</li> </ul>
<b>Résultat 2</b> : la stratégie adoptée par le Gouvernement pour la collecte des armes est disséminée et mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration de la Stratégie de Communication sur les ALPC</li> <li>Production d'un guide de désarmement civil BINUB</li> <li>Traduction et dissémination d'un guide de désarmement au niveau des Commissions locales et provinciales</li> <li>Séminaires de formation et mise en place des commissions provinciales et locales MISP/Administration territoriale.</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation et distribution de dépliants sur le rôle de la police dans la lutte contre les ALPC et le désarmement civil BINUB,</li> <li>• Réalisation et distribution de dépliants sur le rôle de la FDN dans la lutte contre les ALPC et le désarmement civil BINUB, FDN 5 000</li> <li>• Réalisation et distribution des dépliants sur le rôle de la Société Civile dans la lutte contre les ALPC et le désarmement civil BINUB</li> </ul>	
<p><b>Résultats 3</b> : Les activités de collecte d'armes respectueuses des principes retenus par la stratégie nationale, sur le modèle « armes contre développement » sont initiées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser la collecte et la compensation communautaire</li> </ul>	
<p><b>Résultat 4.1</b> : Les capacités et de la visibilité de la CTDC en matière de désarmement et de lutte contre les ALPC sont améliorées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation membres CTDC en négociation et intervention post-conflit BLTP</li> <li>• Edition bulletin d'information</li> <li>• Production supports de communication de la CTDC</li> <li>• Mise en place et équipement cellule communication</li> <li>• Organisation réunions bimensuelles des acteurs pour la coordination des activités de désarmement Gvt, Médias</li> <li>• Participation réunion et échanges avec les points focaux sur les armes légères des pays du Protocole de Nairobi</li> </ul>	
<p><b>Résultat 4.2</b> : le suivi et l'évaluation du projet sont assurés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring Presse quotidienne</li> <li>• Sondages de suivi ISTEEBU 5 000</li> <li>• Evaluation du projet par un Consultant</li> <li>• Voyage à l'intérieur du pays</li> </ul>	
<p><b>Taux d'exécution budgétaire: 26.31 % (Incluant engagements)</b></p>		

**Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats**

- La mise en place effective de l'Observatoire de la Violence permet d'effectuer un excellent suivi qualitatif et quantitatif de la violence au Burundi et de mesurer l'impact des projets de renforcement de la sécurité.
- Une large concertation relative a la sécurisation des communautés et au désarmement a été entamée avec tous les partenaires nationaux et internationaux et une amélioration du contexte politico sécuritaires ainsi que le processus en cours de redynamisation de la CTDC va permettre de créer les conditions à un démarrage effectif du programme de ramassage d'armes et munitions de guerre détenues par les civils, dans le cadre plus large de la sécurisation des communautés.
- La structure de définition et de pilotage de la campagne nationale de sensibilisation est en place. Elle inclut des professionnels de la communication ainsi que des représentants de l'état, de la société civile et des agences des Nations Unies. Cette approche très participative et inclusive garantira l'appropriation nationale de la campagne de communication et la pertinence des messages qui seront diffusés.